



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°83 – Semaine du 21 octobre 2024

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Le taux de croissance prévisionnel moyen des pays de la zone nordique en 2025 :

+2,2%

(Taux pondéré en fonction du PIB de chaque pays)

Source: calculs SER d'après sites gouvernementaux/dataworldbank.

Pays nordiques

La réunion des ministres de l'industrie et de l'énergie dans le cadre du Conseil Nordique aboutit à une nouvelle volonté de coopération commerciale et industrielle nordique. Le 5 octobre, les ministres de l'énergie et de l'industrie ont signé une déclaration commune pour une coopération régionale plus étroite en matière de politique commerciale. L'accord souligne notamment l'importance de l'industrie minière afin d'approvisionner les chaînes de valeur européennes en matières premières critiques dans le cadre de la transition écologique. L'accord prévoit ainsi une réduction de la dépendance vis-à-vis des importations d'autres pays. Les ministres ont également appelé à une augmentation de la compétitivité de la zone nordique.

Les pays nordiques choisissent des voies différentes dans la bataille pour l'informatique quantique. La

Suède a investi 1,7 Md SEK (148 M€) de fonds publics dans la technologie quantique. Le Centre Wallenberg pour la technologie quantique, WACQT, concentre ainsi d'importants moyens de recherche. Les investissements privés dans les start-ups de la technologie quantique sont toutefois plus élevés en Finlande et au Danemark qu'en Suède. Ces investissements représentent 248 M USD en Finlande, 29 M USD au Danemark et 1 M USD en Suède, selon un rapport publié par McKinsey.

Plusieurs banques nordiques sont confrontées à une forte hausse des cyberattaques. La banque finlandaise Nordea a notamment communiqué avoir subi 360 cyberattaques en l'espace de 30 jours dans la région nordique. Autour des derniers mois, plusieurs banques suédoises, dont la banque centrale, ont également été touchées (Swedbank, SEB, Handelsbanken). Plusieurs banques danoises avaient déjà été affectées en 2023.

Danemark

Les exportations danoises génèrent un nombre record d'emplois.

Selon une nouvelle analyse de la Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*), 950 000 emplois au Danemark sont liés aux exportations à l'étranger. Il s'agit du niveau le plus élevé jamais enregistré, tant en nombre qu'en proportion, représentant 29,5 % de l'emploi total en 2023. L'Allemagne représente le marché le plus important pour la création d'emplois au Danemark (plus de 141 000 emplois en dépendent), alors que le marché allemand est dépassé, en termes de valeur des exportations, par les États-Unis, qui importent une part significative de produits pharmaceutiques.

Lundbeck annonce l'acquisition de Longboard Pharmaceuticals pour 2,5 Mds \$ (2,3 Mds€).

L'achat stratégique de la société américaine de biotechnologie constitue la plus grande acquisition jamais réalisée par Lundbeck. Cette opération de rachat vise à combler le manque à gagner auquel l'entreprise danoise sera confrontée à partir de 2028, lorsque le brevet de son médicament le plus vendu, Rexulti, représentant près d'un quart du chiffre d'affaires, arrivera à expiration. Au cœur de cette acquisition se trouve le médicament principal de Longboard Pharmaceuticals en phase III de développement, la Bexicaserin, contre les formes rares d'épilepsie. Le traitement devrait être commercialisé fin 2028 et aurait, selon Lundbeck, un potentiel de vente jusqu'à 2 Mds de dollars (1,8 Mds€) par an. L'acquisition a reçu le feu vert des conseils d'administration des deux sociétés, mais doit encore obtenir l'approbation nécessaire des autorités.

Danish Crown annonce le licenciement de 500 employés.

L'entreprise agroalimentaire danoise est confrontée depuis longtemps à une crise, marquée par des coûts élevés et une diminution des livraisons de porcs

d'abattage en raison d'une faible compétitivité. Le licenciement de 500 employés, soit près d'un salarié sur quatre, devrait permettre de réduire les coûts de 500 M DKK (67 M€). Le géant de l'industrie porcine a déjà fermé plusieurs abattoirs au Danemark, dont celui de Ringsted, entraînant la suppression de 1 200 postes. Le nouveau directeur général de la coopérative, Niels Duedahl, en poste depuis le 1^{er} septembre et succédant à Jais Valeur, a indiqué que d'autres ajustements organisationnels étaient à prévoir dans les mois à venir, avec pour objectif d'assurer un meilleur prix de vente aux éleveurs détenant le groupe.

La construction du projet de gazoduc terrestre d'hydrogène entre le Danemark et l'Allemagne est retardée de 3 ans.

Initialement prévue pour 2028, l'ouverture du gazoduc destiné à exporter de l'hydrogène vert vers l'Allemagne est reportée à 2031 pour la section reliant le sud du Jutland à la frontière. Les deux phases restantes devraient être opérationnelles en 2032 et 2033. Ce retard suscite l'inquiétude de plusieurs entreprises et organisations professionnelles danoises, qui alertent sur les répercussions possibles pour le secteur de l'hydrogène au Danemark, alors que l'Allemagne a déjà lancé d'importants appels d'offres pour des livraisons en 2028-29. Le ministre du Climat, de l'Environnement et de l'approvisionnement, Lars Aagaard, a reconnu que l'objectif danois d'atteindre une capacité d'électrolyse de 4 à 6 GW d'ici 2030 était compromis. Néanmoins, il a souligné que le retard dans le projet de gazoduc était dû à des défis techniques, et non politiques, et demeure optimiste quant à la position concurrentielle de la filière danoise de l'hydrogène. Différentes organisations professionnelles appellent toutefois le gouvernement à éliminer les obstacles qui s'opposent à la mise en service rapide du futur gazoduc.

Finlande

Selon Labore, le pouvoir d'achat augmentera pour la plupart des familles en 2024.

Dans son rapport sur le pouvoir d'achat, l'institut de recherche examine l'évolution des revenus, de l'imposition et du pouvoir d'achat de huit familles fictives entre 2024 et 2026. Avec le recul de l'inflation, le pouvoir d'achat des ménages de retraités, de cadres, d'employés ou d'ouvriers devrait s'améliorer dès 2024. En revanche, la réduction des aides au logement et des allocations chômage devrait affecter les bénéficiaires, à l'image des familles monoparentales à bas revenus et des célibataires au chômage.

La Finlande demande à l'UE d'activer une clause dérogatoire pour son déficit public.

Alors que le déficit devrait dépasser la référence de 3 % en 2024 et 2025 et que l'endettement public croît rapidement, la Finlande a transmis à l'UE ses premiers « plan budgétaire structurel à moyen terme » (PSMT) et « projet de plan budgétaire » (PPB), documents de référence du nouveau cadre de gouvernance économique européen. Dans son PPB, la Finlande demande l'activation de la « clause dérogatoire nationale » pour ses déficits de 2024 et 2025, au motif que l'invasion russe en Ukraine représente un choc exceptionnel pour ses finances publiques. Dans son PSMT, la Finlande demande un prolongement de la période d'ajustement de ses finances de 4 à 7 ans.

Débat sur le projet de réforme de la médiation des conflits salariaux.

Le gouvernement a présenté le 3 octobre un projet de loi visant à plafonner les augmentations salariales au niveau des hausses obtenues dans le secteur exportateur, dans le but de renforcer la compétitivité nationale. Ce projet est contesté par les partis d'opposition, qui ont déposé une motion de censure le 11 octobre. Selon l'opposition, la réforme risque de pérenniser les écarts de salaires entre les industries exportatrices et certains secteurs majoritairement féminins, notamment le secteur social et sanitaire. Le gouvernement dispose d'un délai de 15 jours pour répondre à la motion, avant un débat en plénière.

L'ONU réprimande la Finlande pour des infractions aux droits des Samis.

Le 10 octobre, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Comité des droits de l'enfant ont estimé que la Finlande avait violé les conventions internationales en octroyant deux permis d'exploration minière sur des terres traditionnelles samies. Selon l'ONU, la Finlande n'a pas évalué de façon adéquate l'impact des projets sur les droits culturels et n'a pas recueilli le consentement de la communauté samie. La Finlande est tenue d'indemniser les requérants et de prévenir toute infraction analogue à l'avenir.

Débat sur la privatisation des services de l'eau.

Le gouvernement a présenté un projet de réforme qui vise à limiter à 49 % la part détenue par des investisseurs privés dans le capital des sociétés municipales de gestion de l'eau. L'ouverture partielle du capital de ces sociétés suscite l'opposition des auteurs de l'initiative citoyenne « L'eau nous appartient » et des partis d'opposition. Ceux-ci considèrent la détention publique de l'eau comme une question de sécurité et craignent une augmentation des prix de l'eau, à l'instar des augmentations de prix de l'électricité qui avaient suivi la cession par Fortum de son réseau de distribution d'électricité à la compagnie Caruna en 2014. Selon le gouvernement, le projet garantit le contrôle de l'eau par les municipalités.

Ouverture d'une enquête sur la perturbation des services en ligne de Nordea.

L'autorité de supervision financière demande un rapport détaillé sur la perturbation des services de la banque, qui affectent depuis plusieurs semaines l'accès des clients à leurs comptes et aux opérations bancaires, mais aussi à divers services publics. Nordea attribue ces difficultés à des attaques DDoS et à des mises à jour techniques. La commission parlementaire du commerce, chargée de la protection des consommateurs, et celle de la supervision, chargée de suivre les activités de l'autorité financière, se sont saisies du sujet et procéderont à des auditions.

L'encours de risques de l'assureur-crédit *Finnvera* sur la Russie se réduit depuis 2022.

Fin 2021, *Finnvera* était exposée en Russie pour près de 1 Md€, dont 700 M€ au titre de crédits accordés, principalement à de grandes entreprises dans les secteurs des télécommunications, de la forêt et de la construction navale. En raison des sanctions envers la Russie, *Finnvera* avait estimé son risque de pertes à la hausse à au moins 250 M€. Cependant, les entreprises russes ont remboursé les prêts plus rapidement que prévu : près de 420 M€ ont été reçus en 2022 et les créances dues fin 2023 n'étaient plus que de 100 M€ environ. Selon *Finnvera*, les entreprises qui sont actives dans les marchés financiers internationaux tendent à respecter leurs engagements pour des raisons réputationnelles.

Commande de plus de 1 Md€ pour *Valmet* au Brésil.

Le fabricant d'équipements pour l'industrie forestière a signé un contrat avec *Arauco* pour construire une usine de pâte à papier dans la région du Mato Grosso do Sul. La capacité de l'usine sera de 3,5 millions de tonnes par an, contre 1,5 millions de tonnes pour l'usine *Metsä* de Kemi, la plus grande de Finlande, et 2,1 millions de tonnes pour l'usine du groupe finlandais *UPM* en Uruguay. La nouvelle usine devrait être opérationnelle en 2027.

Plan social au sein du groupe de maisons de retraite *Attendo*.

Le groupe suédois, qui compte 430 maisons de retraite et près de 12 000 clients en Finlande, a entamé des négociations qui pourraient aboutir à la suppression de 570 emplois. Selon la directrice d'*Attendo* en Finlande, Virpi Holmqvist, le plan social est rendu nécessaire par la baisse de la demande de soins, alors que plusieurs régions tentent de limiter l'externalisation des services sociaux et de santé dans le cadre de mesures d'économies exigées par l'Etat.

Islande

Fin de la coalition de gouvernement et élections législatives anticipées le 30 novembre.

Le Premier ministre Bjarni Benediktsson a annoncé dimanche 13 octobre la fin de la coalition de gouvernement qui réunissait les partis de l'Indépendance (dont est issu le Premier ministre), Gauche-Verts et du Progrès depuis 2017. Suite à la démission du Gouvernement, la Présidente de la République Halla Thomasdóttir a annoncé la dissolution du Parlement et la tenue de élections législatives anticipées le samedi 30 novembre 2024. Les Parlementaires et le Gouvernement conservent leur mandat jusqu'aux élections afin d'assurer la gestion des affaires courantes. Les ministres Gauche-Verts ont toutefois annoncé ne pas souhaiter siéger au sein de ce gouvernement démissionnaire.

Confirmation du ralentissement de l'inflation.

Selon les prévisions économiques de la banque *Landsbankinn*, le ralentissement de l'inflation observé en septembre 2024 devrait se confirmer au mois d'octobre. Mesurée à 5,4 % le mois dernier, l'inflation islandaise devrait atteindre 5,1 % ce mois-ci et 4,4 % d'ici la fin de l'année 2025. Elle demeure fortement alimentée par les coûts du logement.

Appréciation de la couronne islandaise.

La couronne islandaise s'apprécie légèrement face à l'euro depuis le mois d'août 2024. Alors que les taux de change EUR/ISK étaient restés relativement stables aux alentours de 150 couronnes islandaises pour 1 euro depuis plusieurs mois, la couronne islandaise s'est appréciée de 0,6 % face à l'euro au cours du dernier mois.

Première enquête directe de l'Autorité de surveillance de l'Association européenne de libre-échange en Islande.

Lundi 14 octobre, l'Autorité de surveillance de l'Association européenne de libre-échange (AELE) a directement mené, pour la première fois, une enquête en Islande pour infraction aux

règles de concurrence de l'Espace économique européen (EEE). L'Autorité de surveillance a agi avec le soutien de l'Autorité islandaise de la concurrence (*Samkeppniseftirlitið*) et a procédé à un contrôle inopiné du fonds d'investissement Skel. Les inspections sans préavis de locaux professionnels constituent une étape préliminaire normale des enquêtes pour pratiques anticoncurrentielles menées par l'Autorité de surveillance de l'AELE.

Aucun quota de pêche aux capelans ne sera délivré en Islande pour la saison de pêche 2024-2025.

L'institut islandais de recherche maritime (*Hafrannsóknastofnun*) recommande qu'aucun quota de pêche aux capelans ne soit délivré pour la saison de pêche 2024-2025. La décision est fondée sur l'état des stocks de ce poisson jugé toujours insuffisant. La pêche aux capelans est traditionnellement une source importante de revenus pour l'industrie marine islandaise: lors de la saison 2021/2022, 450 000 tonnes de ce poisson avaient été pêchées pour une valeur de 14 Mds ISK (94 M€). Pour mémoire, la pêche aux capelans n'avait déjà pas été autorisée pour la saison 2023/2024

La commissaire européenne à l'énergie, Kadri Simson, se rend à Reykjavik afin de renforcer la collaboration sur les questions énergétiques.

La commissaire rencontrera la Présidente de la République et le Premier Ministre, ainsi que le ministre de l'Environnement, de l'Energie et du Climat. Elle participera également à la conférence internationale de l'Arctic Circle. En vertu de l'accord sur l'Espace économique européen (EEE), la politique et la législation énergétiques du pays sont étroitement alignées sur celles de l'UE. L'UE et l'Islande partagent l'objectif de poursuivre une économie verte et d'atteindre les objectifs de l'accord de Paris. Les objectifs dépassent même les ambitions européennes en matière de réduction des émissions d'énergie à effet de serre.

Norvège

Présentation du projet de loi de finances 2025.

Présenté le 7 octobre, le projet de loi de finances 2025 prévoit un cadre macroéconomique favorable, avec une croissance de 2,1%, une inflation de 3% et un chômage de 4,1%. Dans ce contexte, le gouvernement propose des réductions d'impôts totalisant 1,5 Md€ et souhaite renforcer les services publics, notamment les hôpitaux et la sécurité publique. Les dépenses de défense augmenteront d'1,6 Mds€ pour atteindre 9,3 Mds€, soit 2,16% du PIB. Cet investissement permettra la construction d'infrastructures, le recrutement de personnels supplémentaires, l'achat de munitions et la recherche en zone arctique. L'équilibre budgétaire sera atteint par un prélèvement de 39 Mds€ sur le Fonds souverain, soit 2,5% de la valeur totale de ses actifs.

Fonds souverain : le cap historique des 1600 Mds€ de capitalisation franchi.

Pour la première fois de son histoire, le Fonds souverain norvégien a vu sa valeur dépasser 1 600 Mds€ à la fin du 3^e trimestre 2024, soit 3,45 fois le PIB de la Norvège. Les principales destinations de l'investissement en actions du fond demeurent les Etats-Unis, notamment les géants américains du numérique (Microsoft, Apple, NVIDIA, Alphabet, Amazon, Meta). Derrière le Japon, le Royaume-Uni et la Suisse, la France se positionne à la 5^{ème} place du classement, avec un investissement en actions vers la France de 38,6 Mds€ qui la situe au 1^{er} rang au sein des pays de l'UE.

Le stock d'investissements étrangers en Norvège en forte hausse.

Le SSB a publié le 9 octobre ses données sur les IDE étrangers en Norvège. Le stock investi en Norvège a crû de 10,4% en 2023. La Suède se positionne comme le principal investisseur étranger, avec 32,2 Mds€ d'investissements, suivis par les Pays-Bas (18,9 Mds€), le Luxembourg (18,3 Mds€), le Royaume-Uni (11,6 Mds€) et les Etats-Unis (9,4 Mds€). La France se situe à la 18^{ème} place, derrière Singapour, avec 1,2 Md€ d'IDE en Norvège. Il convient de noter qu'une bonne part des capitaux transite par des « places financières ».

L'inflation norvégienne réamorç une légère hausse en septembre.

L'Institut Central des Statistiques (SSB) a publié le 10 octobre son estimation de l'inflation pour septembre, qui s'élève à 3,0%, contre 2,6% en août (en glissement annuel). Elle est principalement alimentée par l'augmentation des prix des articles d'habillement et des coûts de l'éducation. En revanche, le coût des denrées alimentaires a enregistré une légère baisse.

L'excédent commercial en septembre est le plus bas depuis trois ans.

Selon le SSB, l'excédent commercial norvégien pour le mois de septembre est estimé à 3,6 Mds€, soit le plus faible depuis juin 2021. Les revenus d'exportation de la Norvège ont diminué de 2,7% par rapport au même mois de l'année dernière et de 13,9% par rapport à août 2024. La baisse s'explique notamment par la baisse des prix du pétrole, dont la Norvège dépend fortement.

Signature d'un accord avec l'UE pour renforcer la lutte contre la fraude à la TVA.

Le 2 octobre, l'Ambassadeur de Norvège auprès de l'UE a signé un accord avec l'UE sur la coopération administrative dans le domaine de la TVA. L'objectif est de lutter contre la fraude internationale à la TVA. La première version de cet accord était entrée en vigueur en 2018. Le nouveau texte permettra de renforcer la coopération et l'échange d'informations entre Oslo et la Commission européenne.

Succès de la Journée franco-norvégienne 2024 sur l'intelligence artificielle.

La Chambre de commerce franco-norvégienne (CCFN) a organisé le 10 octobre la journée annuelle franco-norvégienne, sur le thème de l'intelligence artificielle responsable. L'événement a rassemblé de nombreuses entreprises françaises et norvégiennes de l'IA et des services numériques, comme Mistral AI, Capgemini, Sopra Steria Il a été marqué par la signature d'un accord de coopération sur l'IA entre Abelia et Numeum, principaux groupements professionnels du numérique en Norvège et en France.

Soutien de la puissance publique à l'industrie militaire.

Le ministère de la Défense et le ministère de l'Industrie et du Commerce ont présenté une feuille de route destinée à accroître les capacités de production de l'industrie militaire norvégienne. 84 M€ seront alloués au soutien des PME qui fournissent l'armée ukrainienne, à la création de nouvelles lignes de fabrication de moteurs de missiles Nammo, au renforcement de la production d'héxamine (composant d'explosifs) et à la réflexion sur la construction d'un nouveau site de production d'explosifs au sein du groupe Chemring Nobel.

Coûts et objectifs du site de captage de carbone de Klemetsrud.

Hafslund Oslo Celsio, responsable de l'incinération des ordures ménagères et du chauffage urbain de la ville d'Oslo, a revu à la baisse ses objectifs de captage de CO2 sur son site de Klemetsrud, de 400 000 à 350 000 tonnes par an. L'investissement devrait en revanche croître à 810 M€ (contre 470 M€ prévu en 2022). Le financement sera assuré en partie par l'Etat norvégien à hauteur de 230 M€, par la ville d'Oslo (220 M€) et par Celsio (370 M€). Ces travaux s'intègrent dans le projet Northern Lights, qui vise à déployer en Norvège la première chaîne de valeur complète du CCS en Europe, du captage du CO2 au stockage, au large de Bergen.

Equinor investit dans le secteur énergétique au Danemark.

Equinor a annoncé l'achat de 10% du capital de la société Ørsted, pour un montant de 2,3 Mds€. L'entreprise norvégienne devient ainsi le deuxième actionnaire de l'un des fournisseurs de Northern Lights, JV qui intègre déjà Equinor.

Etude des projets nucléaires municipaux.

Du 10 octobre au 21 novembre, la cinquantaine de communes qui ont rejoint le réseau des municipalités pro-nucléaire civil pourront répondre à la consultation publique organisée par le ministère de l'énergie. Ce dernier étudiera en premier les projets de Heim et d'Aure, puis celui de Vardø. Dans cette commune du Finnmark, la mairie estime que la construction d'une centrale de 600 MW pourrait alimenter la ville en énergie tout en créant entre 200 à 300 emplois. Le financement du projet s'élèverait à 2,6 Mds€, pour une construction commençant en 2032.

Suède

L'inflation atteint 1,6% en septembre. Suivi par la banque centrale suédoise, l'indice des prix à la consommation à taux d'intérêt fixes (CPIF) atteint 1,1%. La prochaine réunion de politique monétaire de la banque centrale suédoise (Riksbank) se tiendra le 6 novembre et pourrait conduire à une quatrième baisse du taux directeur depuis mai 2024.

Réforme du cadre budgétaire : la Suède revoit l'objectif d'excédent annuel en moyenne sur le cycle de 0,33% du PIB à compter de 2027.

La Suède va passer d'un objectif d'excédent des finances publiques de 0,33% du PIB de 2019 à 2026 sur un cycle économique à un nouvel objectif visant à atteindre un équilibre moyen des finances publiques pour la période de 2027 à 2035. Cet assouplissement de la discipline budgétaire permettra de dégager 25 Mds de SEK supplémentaires par an (2,2 Mds€) pour renforcer notamment les investissements dans les infrastructures. 90% des députés du Parlement (Riksdag) (6 partis sur 8, à l'exception des Verts et de la gauche) soutiennent cette réforme qui prévoit également le maintien de l'ancrage de la dette maastrichtienne du pays au niveau actuel de 35 % du PIB, avec une marge de tolérance de +/- 5 % du PIB en fonction de la conjoncture. Pour que le gouvernement dépasse le plafond de dette de 40% du PIB, l'aval du Parlement restera requis et fondé sur des circonstances exceptionnelles. Le parti Vert voulait, pour sa part, augmenter le plafond de la dette brute à 50% du PIB pour dégager des marges supplémentaires d'environ 1,5% du PIB (plus de 9Mds€ annuellement) afin de financer la transition verte, alors que la Confédération suédoise des entreprises préconisait un plafond à 45% du PIB.

Le gouvernement examine le principe d'une exception au monopole d'alcool pour les ventes chez le producteur. 600 fabricants seraient concernés par la proposition qui sera présentée cet été par le gouvernement pour une entrée en vigueur au premier semestre 2025, après examen par la Commission européenne. Chaque

consommateur serait autorisé à acheter 0,7 litre de spiritueux et trois litres de vin, de bière forte et d'autres boissons fermentées directement chez le producteur afin de favoriser les ventes « artisanales et à petite échelle » (*Gårdsförsäljning*). L'Espagne et le Portugal estiment la proposition discriminatoire vis-à-vis des entreprises étrangères, celles-ci ne pouvant commercialiser leur production que par l'intermédiaire du distributeur d'Etat Systembolaget.

La banque centrale suédoise alerte sur le risque d'une pénurie d'argent liquide dans certaines régions.

La banque centrale suédoise souhaite améliorer l'accès à l'argent liquide, lequel serait nécessaire notamment en cas de guerre ou de crise. Selon la Riksbank, il existe un risque important de rupture de la chaîne de paiement en espèces lié au transport de fonds. Le transporteur privé Loomis est actuellement le seul acteur à assurer la mobilité de l'argent liquide ; s'il décidait de se retirer de certaines régions, l'utilisation d'argent liquide serait très difficile. La Riksbank étudie une obligation pour les banques d'offrir aux entreprises des services d'échange de caisses et des dépôts en argent liquide sur les comptes bancaires. Le coût de la gestion d'espèces serait de 3 Mds SEK pour les banques entre 2009 et 2022. Par ailleurs, un rapport commandé par le Ministère des Finances sur l'accès à l'argent liquide en Suède sera rendu fin 2024, lequel doit notamment examiner la possibilité d'une obligation pour les commerçants d'accepter l'argent liquide.

La France est le 7^{ème} employeur étranger en Suède (plus de 54 000 salariés).

Selon un rapport de septembre 2024 publié par l'Agence d'analyse des politiques de croissance (Tillväxtanalys), 507 entreprises françaises étaient implantées en Suède fin 2022, employant au total 54 162 personnes (53 337 en 2021). La présence a ainsi considérablement augmenté depuis 2000 (223 entreprises et 35 213 employés). La France est ainsi aujourd'hui le 7^{ème} employeur étranger dans ce pays, après l'Allemagne (97 834 employés), les Etats-Unis (90 370 employés) et la Norvège (80 447 employés).

Le gouvernement suédois veut porter l'aide globale à l'Ukraine à 100 Mds de SEK d'ici 2026 (1,4% du PIB), dont environ 75% sous forme purement militaire. Depuis 2022, la Suède a présenté 17 paquets de soutien en faveur de l'Ukraine d'une valeur totale 48,4 Mds SEK (4,3 Mds€, soit 0,75% du PIB 2024). Parallèlement, l'Ukraine est le premier bénéficiaire de l'aide suédoise en faveur de la coopération depuis 2 ans. D'ici 2026, le gouvernement souhaite porter les paquets d'aide sous diverses formes à 100 Mds de SEK (8,8 Mds€, soit 1,4% du PIB de 2026), dont environ 75% sous forme purement militaire.

Northvolt paie ses impôts sans retard. Bien que l'entreprise ait payé les 287M SEK (25 M€) de taxes dues à l'agence suédoise des impôts *Skatteverket*, la liste des impayés auprès de *Kronofodgen*, l'Autorité suédoise de recouvrement, atteint 360M SEK (31 M€). Le géant des batteries cherche à lever 200M EUR dont 150 M€ auraient déjà été promis selon Reuters. L'entreprise négocie actuellement les licenciements annoncés de 1 600 employés.

Un nouveau rapport de l'institut suédois des affaires internationales souligne les risques liés à la présence chinoise pour l'énergie éolienne suédoise. Les entreprises d'Etat chinoises contrôlent un dixième de la capacité éolienne suédoise, soit 3,4% de la production totale d'électricité du royaume. En outre, la Chine produit 70 à 80% de certains composants essentiels au fonctionnement des éoliennes et raffine 100% des terres rares nécessaires à leur construction.

Klarna vend son portefeuille de prêts britanniques au fonds d'investissement américain Elliot. Le fournisseur de services de paiements suédois opère ce choix stratégique dans le but de consolider sa position en vue d'une

prochaine introduction en bourse. Cette opération pourrait représenter 408 Mds SEK (36 Mds€). Klarna concentre sa stratégie de croissance sur les États-Unis, où elle a noué des partenariats avec des entreprises comme Apple et Uber Eats.

Ericsson affiche des résultats solides sur le 3^e trimestre. Le groupe de télécommunications affiche des résultats trimestriels en progression, alimentés par la croissance de son chiffre d'affaires en Amérique du Nord. Son bénéfice avant impôts atteint 7,8 Mds SEK (700 M€) sur le trimestre.

Itab annonce son intention d'acquérir le français HMY pour 320M€. La société suédoise d'aménagement de magasins ITAB Shop Concept AB, cotée à la bourse de Stockholm (capitalisation de plus de 600 M€), a conclu un accord pour acquérir 100% de Financière HMY (ancien Hermes Métal), qui détient l'un des principaux fournisseurs européens d'aménagement de surfaces de vente pour des groupes tels que Carrefour, Auchan, Leclerc, mais aussi Adidas, Sephora, Yamaha...), principalement en Europe. Fondé en 1960, HMY a son siège à Monéteau (Yonne) et réalise un chiffre d'affaires de 541 M€ en 2023 dans 160 pays. Il regroupe quinze usines dans le monde dont trois en France (Monéteau, Vendôme et Escatalens), 50 bureaux de vente et plus de 3 000 employés. L'opération devrait être finalisée fin 2024/début 2025 selon les deux sociétés.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024
Suède	6,1	2,8	-0,2	0,8	-0,3
Danemark	6,8	2,7	1,9	-1	0,6
Finlande	2,8	1,3	-1	0,3	0,3
Norvège ¹	3,9	3,0	0,5	0,3	1,4
dont PIB continental	4,5	3,8	0,7	0,2	0,1
Islande	5,1	8,9	4,1	-1	1,7

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)²:

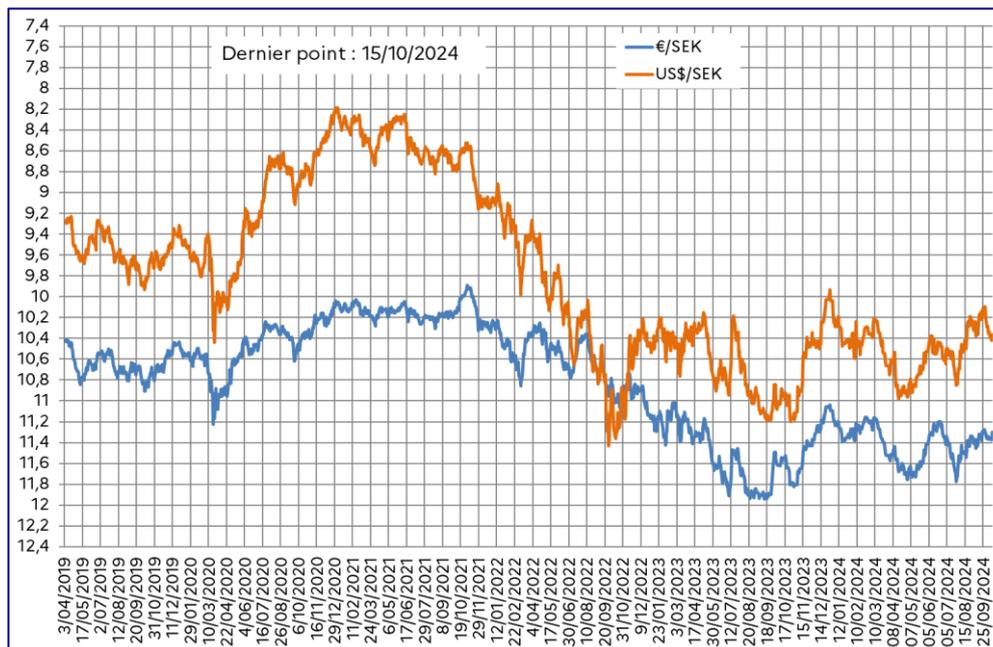
	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024
Suède	2,2	8,4	8,6	4,7	3,4	2
Danemark	1,9	7,7	3,3	0,9	1,6	1,3
Finlande	2,2	7,1	6,2	2,8	1,5	1
Norvège	3,5	5,8	5,5	4,2	3	2,8
Islande	4,4	8,3	8,8	7	5,7	5,9

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

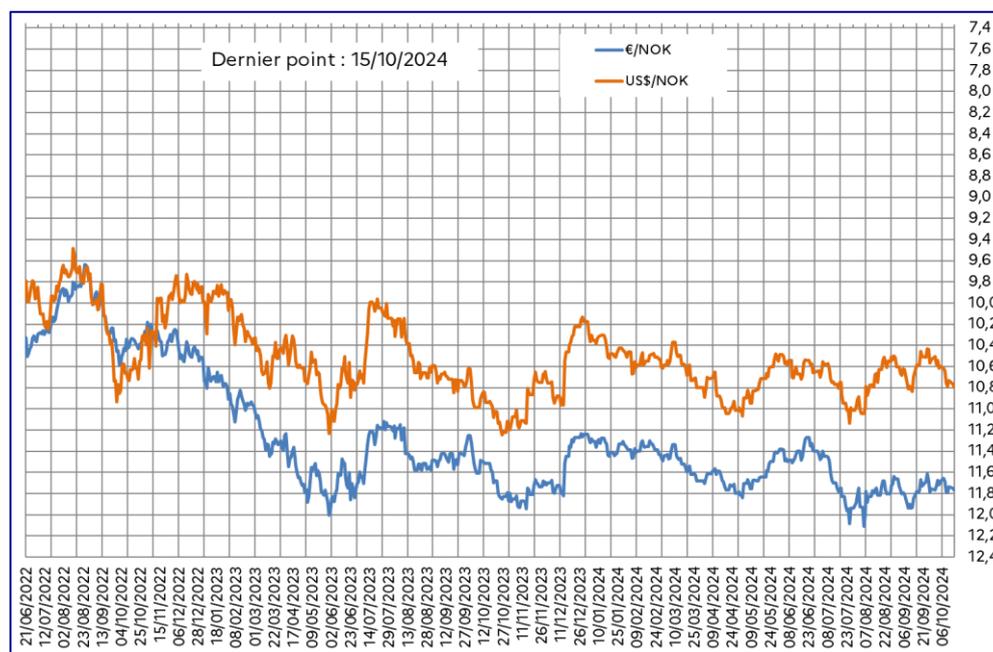
Sources : [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Valeur, A. Reynaud), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, A. Moulin), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, A. Faure) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin, A. Montoya).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr